



PRÉFECTURE
Secrétariat Général
Cellule de la coordination des politiques interministérielles
Secrétariat de la CDAC28

**Arrêté N°28-2020-09-14-02 PREF28-CCPI du 14 septembre 2020
portant modification de l'arrêté d'habilitation à réaliser dans le département d'Eure-et-Loir
des analyses d'impact mentionnées au III de l'article L.752-6 du code de commerce
pour la SARL « COGEM »**

**La Préfète d'Eure-et-Loir,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code des relations entre le public et l'administration;

VU le code de commerce et notamment les articles L.752-6 et R.752-6-1 et suivants ;

VU le décret n°2004 -374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 30 octobre 2019 portant nomination de Madame Fadela BENRABIA en qualité de préfète d'Eure-et-Loir ;

Vu l'arrêté de la Préfète d'Eure-et-Loir n°14a/2020 du 30 mars 2020 relatif à la délégation de signature au profit de M. Adrien BAYLE, Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

VU le dossier de demande d'habilitation au titre de l'article L752-6 du code de commerce déposé à la préfecture d'Eure-et-Loir le 26 août 2019, par la SARL « COGEM » représentée par Monsieur GAILLARD Jacques, gérant-consultant ;

VU l'arrêté n° 28-2019-11-05-02 PREF28-CCPI du 5 novembre 2019 portant habilitation à réaliser dans le département d'Eure-et-Loir des analyses d'impact mentionnées au III de l'article L 752-6 du code de commerce pour la SARL COGEM ;

VU le courriel du cabinet COGEM, en date du 14 septembre 2020, informant la préfecture d'Eure-et-Loir, secrétariat de la CDAC, que Mme Maud LEBREC épouse BELLOT n'est plus affectée à l'activité faisant l'objet de la demande d'habilitation susvisée ;

Considérant qu'en application à l'article R 752-6-1 du code de commerce, toute modification conduit à la mise à jour, dans le mois, du dossier d'habilitation déposé en préfecture.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La SARL « COGEM » dont le siège social est situé 6 D rue Hippolyte Mallet ROYAT (63130), N° de Kbis 317 167 450 RCS de Cermont-Ferrand, est habilité à réaliser l'analyse d'impact mentionnée au II de l'article L.752-6 du code de commerce, pour les dossiers de demande d'autorisation d'exploitation commerciale relevant du département de l'Eure-et-Loir.

Place de la République – CS 80537 - 28019 Chartres Cedex – Standard : 02 37 27 72 00

Horaires d'ouverture de la préfecture :

Lundi, mardi, mercredi, jeudi : 9h00-12h30 / 14h00-16h30 (le vendredi : 16h00)

Pour les modalités de délivrance de titres, consulter www.eure-et-loir.gouv.fr, rubrique "Démarches administratives"



Conformément au dossier présenté par cette entreprise à l'appui de sa demande d'habilitation, les personnes habilitées à réaliser l'analyse d'impact sus-mentionnée sont les suivantes :

- Monsieur GAILLARD Jacques,
- Madame MACHADO usage MUNOZ Emmanuelle.

Le numéro d'habilitation correspond au numéro du présent arrêté modificatif: N°28-2019-11-05-02. Ce numéro devra figurer sur l'analyse d'impact au même titre que la date et la signature de l'auteur de l'analyse.

Article 2: Le reste est sans changement.

Article 3 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs (RAA) de la Préfecture d'Eure-et-Loir, et dont une copie sera adressée à Monsieur GAILLARD Jacques et Madame MUNOZ Emmanuelle.

Fait à CHARTRES, le

15 SEP. 2020

La Préfète,
Pour la Préfète,
le Secrétaire Général,



Adrien BAYLE

Délais et voies de recours :

"Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à :

Mme la Préfète d'Eure-et-Loir

Place de la République, CS 80 537 - 28019 CHARTRES Cedex ;

- un recours hiérarchique, auprès du secrétariat de la commission nationale d'aménagement commercial (CNAC) - bureau de l'aménagement commercial - Direction générale des entreprises (DGE) - Ministère de l'économie et des finances - 61 boulevard Vincent Auriol - 757013 Paris Cedex 13.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie 45000 ORLEANS

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours."

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télerecours citoyen » accessible sur le site internet <https://www.telerecours.fr>